

Discours fondateur

PRÉAMBULE • VISION • MISSION • ESPRIT • ASPIRATIONS
VALEURS • PRINCIPES • DEVISE • ENGAGEMENTS

Préambule

CONSCIENTS :

- QUE les membres des diasporas de Madagascar, s'ils s'organisent mieux entre eux, peuvent faire mieux – pour eux-mêmes et pour leur pays d'origine ;
- QUE ceux-ci, étant à l'écart des logiques de survie individuelle qui meurtrissent leur pays d'origine, se doivent donc de repenser et de réinventer le sens du collectif et de la solidarité, et les incarner ;
- QUE chacun et chacune, là où il/elle est dans son pays d'accueil, peut apporter sa pierre à une telle œuvre ;

NOUS, membres du Comité d'élaboration des « États généraux de la Diaspora de Madagascar », y apportons notre pierre :

- EN préparant la tenue d'une rencontre mondiale des diasporas de Madagascar, rencontre dénommée « États généraux de la Diaspora de Madagascar », selon la vision, la mission, l'esprit, les aspirations, les valeurs, les principes, la devise et les engagements énoncés dans le présent discours fondateur.

Vision : Une diaspora malagasy solidaire qui, par son exemplarité et ses actes, se rend plus utile à elle-même et à son pays d'origine.

Mission : Faire croiser les chemins des diasporas malagasy et les laisser décider du chemin à suivre pour et vers un meilleur *savoir-agir-ensemble*.

Esprit : Le Comité d'élaboration se doit d'abord d'incarner ce qu'il propose aux autres en se posant déjà en *micro* « États généraux ».

Ce qui veut dire : (1) être des cheminements individuels qui se croisent pour aller vers un meilleur *savoir-agir-ensemble* ; (2) commencer déjà, à son humble niveau, à « faire croiser les chemins » d'une manière ou d'une autre.

Pour ce faire, le Comité, ses actions, ses membres seront inspirés, éclairés, mus, encadrés, guidés par les aspirations, les valeurs, les principes, la devise et les engagements énoncés et explicités ci-après.

Aspirations

NOUS, membres du Comité d'élaboration des « États généraux de la Diaspora de Madagascar », aspirons à ce :

- QUE ces États généraux débouchent d'abord sur une autre manière de voir, de se voir, de se laisser voir, et surtout sur une meilleure façon, plus solidaire, d'agir ensemble et/ou séparément ;
- QUE ces États généraux ensuite deviennent une véritable institution : un forum périodique légalement constitué; fondé, mû et encadré par des valeurs, principes et engagements; pérenne et légué à la postérité; organisé en rotation dans différents pays/continents; et dont les travaux (données/statistiques, actions individuelles/conjointes, analyses et perspectives, recommandations, propositions de projet, etc.) sont utiles à tous dans la diaspora, y compris ceux qui n'adhèrent pas à notre démarche, et à Madagascar ; et enfin
- QUE, à l'heure où le pessimisme avance sur tous les fronts et le poids des *fasahiranana/fahasalaman'ny ray amandreny/mpiray tampò/havana any Dago* (difficultés/problèmes de santé vécus par les parents, frères et sœurs ou membres de la famille élargie à Madagascar) se répercute de plus en plus sur les revenus de leurs proches évoluant dans la diaspora (revenus déjà malmenés par les économies en difficulté des pays d'accueil), que les résultats des travaux de ces États généraux fassent renaître l'espoir, ne serait-ce qu'un brin d'espoir, dans les cœurs, tant au sein de la diaspora qu'au pays d'origine.

Valeurs : Crédibilité • Exemplarité • Solidarité

Crédibilité. Être cru et être digne de confiance : tel est d'abord la pierre angulaire qui assemble, joint, réunit. Aucune démarche, aussi mineure soit-elle, ne peut susciter l'adhésion sans une certaine crédibilité. Mais à l'heure où les méfiances, les suspicions, les inconstances et les errements ou égarements de tous genres prévalent dans notre pays d'origine et au sein de la Diaspora, symptômes des multiples fractures et déchirures qui la meurtrissent, la crédibilité semble être devenue non seulement une denrée rare mais aussi une denrée très périssable, sinon en voie d'extinction. Aussi, aucun effort ne doit-il être épargné, à tout moment, en tout lieu, pour la rechercher, la préserver et l'utiliser à bon escient à tout moment, en tout lieu. Exercice certes difficile mais la voie est toute tracée quand on s'empresse, à chaque fois, de traduire d'abord ses discours en actes. Et puis la crédibilité, comme toute autre chose de valeur, obéit, si l'on en prend bien soin, à la règle du « plus on l'a, plus on en a ». Toutefois, les discours et les actes à eux seuls ne pérennisent pas la crédibilité : la personne de l'auteur du discours et de l'acte entre aussi en jeu. C'est alors qu'intervient un autre ingrédient : l'exemplarité.

Exemplarité. Chacun de nous, dans la diaspora, est ambassadeur de fait de notre pays d'origine. Car les gens, dans nos pays d'accueil, jugent les Malagasy et Madagascar à travers nos personnes, bien plus qu'à travers les représentants officiels de l'État malagasy. Ceux-ci ne font que passer et leurs faits et gestes bien « calibrés » ne satisfont généralement pas la curiosité, à moins qu'ils ne s'en écartent de façon extravagante ou scandaleuse. Dès lors, en dignes « ambassadeurs », nous - surtout les membres du Comité d'élaboration des « États généraux de la Diaspora » qui nous sommes rendus « publics » en rendant publique notre démarche -, nous nous devons de faire preuve d'exemplarité dans nos faits et gestes. Tout le monde y gagne : nous-mêmes, nos compatriotes de la diaspora, nos compatriotes à Madagascar. Cette exigence d'exemplarité s'applique aussi à la marche vers les États généraux ainsi qu'aux travaux proprement dits de ces États généraux : tous ceux-ci doivent servir de modèles aux autres. En fait, après toutes les tentatives avortées de *fampiraisana* (effort unificateur, rassembleur ou fédérateur) ici et là au cours de ces 55 dernières années, le Comité d'élaboration n'a pas droit à l'échec. Mais si jamais l'échec venait à se produire, cette exigence d'exemplarité l'épargnerait de bien de déboires... pour lui accorder peut-être une autre chance dans le futur... L'exemplarité, en outre, est aussi une autre ligne de défense contre les méfiances et suspicions de toutes sortes à l'égard de notre démarche.

Mais les deux valeurs précitées – crédibilité et exemplarité – ne peuvent donner leur maximum si les membres du Comité ne sont pas UN, s'ils ne présentent pas un front UNI. Les « rangs dispersés » impactent en effet la clarté et altèrent inutilement les perceptions. D'où la nécessité d'une solidarité, mais d'une autre forme de solidarité.

Solidarité (préventive). Notre *firaisan-kina* (entraide) traditionnel s'essouffle face aux nouveaux défis. La plupart de ces pratiques se focalisent sur l'après-coup, l'après-choc (décès, maladies graves, chômage, etc.) : de la solidarité « réactive » - qui a certes son utilité mais qui a ses limites. Il faut dès lors explorer un nouveau modèle de solidarité : une solidarité cette fois-ci proactive ou plutôt « préventive », comme celles des grandes diasporas (indienne, juive, chinoise, libanaise, etc.) ou celle des Ismaéliens, des Bamilékés, etc. ; solidarité qui prévient ou au moins réduit certains chocs, y compris la pauvreté, mère de ces multiples chocs secondaires qui précisement font intervenir notre *firaisan-kina* actuel ; solidarité qui, ce faisant, permet à tous et à chacun de mieux s'épanouir, de mieux réussir, voire prospérer, d'envisager enfin que les trajectoires individuelles convergent vers une communauté de destins, que les réussites individuelles se traduisent en progrès collectif.

Comment développer une telle solidarité préventive ? Il n'y a pas de recette toute prête. Il faut faire preuve d'humilité et apprendre l'ABC de la chose à partir des autres diasporas (de nombreux ouvrages existent, par exemple, sur la question) mais aussi à partir des ressorts de notre propre culture ou cultures malagasy.

En tout cas, il s'agit moins de solidarité dite « personnelle » que de loyauté agissante envers des valeurs partagées, mais aussi de combinaison, de conjugaison, de mise à profit de ce que les personnes ont de meilleur en eux-mêmes : leurs compétences, leurs expériences, leurs ressources, leurs savoir-faire, leur savoir-être, etc. FIRAISAN-KERY¹ beaucoup plus que *firaisan-kina*².

Par ailleurs, *ce firaisan-kery*, parce qu'il se fonde sur la loyauté envers les valeurs plus qu'envers les personnes, n'aiderait-il pas aussi à nous familiariser à nouveau avec LE SENS DU COLLECTIF, les notions de bien commun, de bien public, d'intérêt public, d'institution - ce pilier incontournable de la vie collective ? Car une institution n'est-elle pas, au final, qu'un mécanisme de prise de décisions collectives fondé sur des valeurs, mue et se perfectionnant par des valeurs, et défendant des valeurs (mais non pas des personnes) ? C'est ainsi que l'on voit, de par le monde, des institutions survivre dignement aux caprices des hommes, aux sollicitudes des intérêts, aux soi-disant impératifs de « l'urgent » (par opposition à « l'important » et à « l'essentiel »), traverser les siècles, piliers robustes de la vie collective, de la vie tout court.

Les membres du Comité se doivent d'être solidaires. Mais aussi le Comité se doit-il d'être un lieu d'exploration, de réflexion, d'apprentissage, d'expérimentation du *firaisan-kery*. Quant aux diasporas représentées aux travaux des États généraux, elles seraient, avec leur aimable permission, appelées à être les pionniers et les foyers de rayonnement du *firaisan-kery*.

Du *firaisam-pirenena* au *firaisankerim-pirenena* (de l'unité nationale à la solidarité nationale) : ce concept de *firaisan-kery*, sans vouloir en faire « un remède à tous nos maux », peut, s'il est relayé par des pratiques exemplaires, être appliqué à une échelle plus vaste. Pour ne prendre que l'exemple de cette Nation malagasy que nous évoquons au tout début de la présente charte, il est évident qu'un *firaisankerim-pirenena*, plus « dynamique », pourrait nous mener plus loin qu'un *firaisam-pirenena* plutôt « statique ». Tout d'abord, notre *firaisam-pirenena* (unité nationale) actuel s'avère n'être qu'une simple juxtaposition – juxtaposition seulement - des uns et des autres au sein de différentes entités jugées être « symboliques » de la nation (gouvernement, diverses institutions de l'État, équipes nationales de différentes disciplines sportives, etc.). Ensuite, le *firaisana*, il nous semble que nous l'avons déjà depuis toujours, il nous a été donné depuis des siècles et des siècles par trois éléments irréductibles : (1) notre appartenance commune à notre île (*efa nampiraisin'ny nosy isika*), (2) notre langue commune (*ny « teny » malagasy iray fa ny « fiteny » malagasy no samihafa*), (3) notre fond culturel commun (*fomba iraisan'ny Malagasy*). Aussi, le véritable problème ne devrait-il plus être le *firaisana* mais comment valoriser, faire fructifier,

¹ La solidarité « préventive » proposée ici se veut différente de celle de certains clubs dits « de service » (Rotary, Lions, Soroptimist, etc.) ou de certaines confréries/fraternelles/sororités, bien que leurs modes opératoires puissent aussi alimenter la réflexion et l'apprentissage. Ces modèles, faute peut-être d'un certain ancrage dans la culture profonde malagasy, n'auront finalement pas eu, du moins jusqu'ici, aucun effet d'entraînement notable sur la réinvention des pratiques de solidarité des Malagasy.

² Cela, bien que le terme *firaisan-kina* contienne la racine *hina* qui, selon le « Rakibolana malagasy » (Rajemisa-Raolison, 1985), signifie *hery*. Le *firaisan-kina* était donc le « *firaisan-kery* » de l'époque : une réponse particulière au contexte particulier de l'époque (qui n'est plus la nôtre...). À noter aussi que selon « Ny Firaketana », encyclopédie publiée de 1937 à 1972, le mot *dina* a pour racine *hina*.

mettre à profit ledit *firaisana*. Ne serait-il pas opportun dès lors de passer du *firaisam-pirenena* au *firaisankerim-pirenena* ? Mais comment procéder ? Il serait difficile de développer un tel thème dans le cadre du présent document mais il est clair que comme pour toute forme de solidarité, les valeurs partagées jouent un rôle fondamental. Mais là où ces valeurs partagées sont si ancrées, si assimilées qu'elles forment une « identité », l'on ne peut contourner de telles identités, l'on ne peut prétendre que de telles identités n'existent pas. En fait, c'est de telles identités, de tels sentiments d'appartenance, de « semblable à soi-même » qui sont fondateurs. Il faut obligatoirement partir de ces identités, d'autant plus que personne ne peut – et ne doit – obliger personne à être solidaire avec une autre personne. Ledit *firaisankerim-pirenena* se construit donc, dans un premier temps, avec ces diverses solidarités du « semblable à soi-même ». Peu importe si ces solidarités sont concurrentes, voire rivales, ou coopérantes, qu'elles soient exclusivistes ou conviviales (de telles disparités sont d'ailleurs normales à l'échelle de tout un pays), ce qui importe c'est que tout le monde apprenne d'abord le même langage, celui du *firaisan-kery*. Ainsi, ceux qui estiment par exemple que leur *firazanana* (ancestralité) est leur périmètre d'exercice le plus cher ou qui leur sied, qu'ils apprennent donc le *firaisan-kery* dans ce périmètre ! Ceux qui estiment par exemple que leur *fianakaviana* (famille élargie) est leur périmètre d'exercice le plus cher ou qui leur sied, qu'ils apprennent donc le *firaisan-kery* dans ce périmètre ! Ceux qui estiment par exemple que leur *foko* (groupe ethnique) est leur périmètre d'exercice le plus cher ou qui leur sied, qu'ils apprennent donc le *firaisan-kery* dans ce périmètre ! Ceux qui estiment par exemple que leurs partis politiques sont le périmètre d'exercice le plus cher et qui leur sied, qu'ils apprennent donc le *firaisan-kery* dans ce périmètre et, à travers des valeurs et principes réellement incarnés, vécus et défendus, agissent pour faire de leurs partis de véritables institutions de la vie politique ! Les divisions renforcent la division et les cohésions renforcent la cohésion : un mur ne se construit pas avec de l'argile mais avec des briques d'argile... Une Nation malagasy plus solidaire, plus forte ne manquera pas d'en sortir : une véritable Nation malagasy, socle véritable d'un véritable « État » malagasy.

Le passage ci-dessus n'est qu'une petite fenêtre sur certains horizons que l'on peut peut-être explorer avec le *firaisan-kery*.

Pour revenir à notre discours fondateur, le *firaisan-kery*, l'exemplarité et la crédibilité ne peuvent cependant, à eux seuls, faire mener les membres du Comité à bon port. Il faut également des principes, une devise et des engagements qui encadrent, balisent et fortifient leurs actions, qui donc les aident à garder le cap.

Principes : Indépendance · Apolitisme · Laïcité · Démarche citoyenne · Inclusivité · Intégrité · Enracinement · Pérennité · Pour et avec la jeunesse

Indépendance. Ayant initié la démarche en toute indépendance et pris toutes les décisions et résolutions nécessaires en toute indépendance, il ne serait que juste que le Comité poursuive sa route en toute indépendance, et que les travaux des États généraux proprement dits soient eux aussi tenus en toute indépendance. Cela parce que d'abord il y est question du propre avenir, proche et lointain, de ces diasporas elles-mêmes et ensuite il s'agit de leur propre contribution au développement de leur pays d'origine. Pour cela et au nom de cela, il est clair qu'elles sont libres et en droit de s'organiser entre elles comme elles l'entendent. Ensuite, toute entorse à cette indépendance serait rapidement perçue, à raison, comme une « trahison » : perçue comme telle par ceux qui ont déjà adhéré à la démarche ; perçue comme telle par ceux qui s'y sont intéressés. Ceci dit, indépendance ne veut nécessairement pas dire rejet *systématique* de toute offre éventuelle d'appui ou d'accompagnement, surtout si de telles offres n'entament en rien l'intégrité de notre démarche. Car « indépendance » n'est ni se passer de l'aide d'autrui ni encore moins se suffire à soi-même.

Apolitisme. Bien que cette exigence soit déjà implicite dans le principe d'indépendance expliqué ci-dessus, il ne serait pas déplacé de l'ériger également en principe à part entière. Car, à l'heure où tout ce qui « bouge » peut être jugé à priori « politique » dans notre société, il ne faut jamais manquer de dire ce que l'on est et ce que l'on n'est pas. Ceci dit, tout a été dit et redit sur ce qui serait politique et ce qui ne le serait pas, sur la politique et le politique, etc. Aussi, pour ne pas exciter inutilement les esprits, disons que fidèle au principe d'indépendance énoncé ci-dessus, la démarche « États généraux de la Diaspora de Madagascar » ne se définit d'abord pas par rapport à la chose politique et qu'elle n'est ni associée, ni de près ni de loin, ni soumise à la politique partisane ou « politicienne », ni tributaire de celle-ci ou de toute autre évolution de la chose politique dans le pays d'origine. Trop nombreux ont été en effet, au sein de la Diaspora, les dégâts (divisions, haine, etc.) entraînés par « la situation politique à Madagascar », dégâts qui parfois ont été fatals à des initiatives fort louables conçues et mises en œuvre pendant des années, aussi a-t-il fallu en tirer tous les enseignements qui s'imposent. Sinon, entamer la présente démarche, en ces temps de polarisation politique accrue à Madagascar, serait tout simplement aller droit au mur.

Laïcité. Cette autre exigence, qui est aussi implicite dans le principe d'indépendance évoqué précédemment, mérite une attention particulière. En effet, la laïcité est une notion récente apportée par la République et les sous-bassements de notre culture remontent à des siècles et des siècles avant cette République. Aussi, le Malagasy n'hésite-il pas à voir/faire du religieux/spirituel en toute circonstance. Pour bien clarifier les choses cependant, disons que fidèle au principe d'indépendance toujours, la démarche « États généraux de la Diaspora de Madagascar » ne se définit pas par rapport à la religion, aux croyances ou à la Foi, qu'elle n'est ni associée, ni de près ni de loin, à des religions, à des dénominations, à des croyances ou à la Foi, que ces thèmes sont hors et tenus à l'écart de sa préoccupation, mais que cela n'exclut pas l'adhésion de croyants en son sein. À noter que les associations confessionnelles sont légion et sont fort actives au sein de la Diaspora malagasy. Ces associations seront bien entendu invitées, en tant que composantes de la Diaspora, aux travaux des États généraux. Elles peuvent également se joindre à la préparation de ces États généraux.

Démarche citoyenne. La démarche « États généraux de la Diaspora de Madagascar » est donc indépendante, apolitique et laïque. Serait-elle alors une démarche « société civile » ? Même pas. Elle est purement citoyenne, uniquement citoyenne. La société dite « civile » est, à tort ou raison, généralement définie par rapport à la chose politique. Or, « citoyenne » nous semble *antérieure* à la société dite « civile » : celle-ci, il nous semble, devrait être *ultérieurement* l'agrégat de plusieurs dizaines, centaines ou milliers d'entités citoyennes différentes les unes des autres par leur nature, leurs centres d'intérêt, leurs envergures, etc., entités qui ne se définissent nécessairement pas par rapport à la chose politique. Aussi préférons-nous le terme « citoyenne » à « société civile ».

Inclusivité. La démarche « États généraux de la Diaspora de Madagascar » se veut également « inclusive », donc ouverte, en principe, à tous les membres de la Diaspora de Madagascar. Aussi, quoique les principes énoncés précédemment soient « indépendance », « apolitisme » et « laïcité », l'adhésion de tout homme/femme politique de la Diaspora, de tout(e) croyant(e) est acceptée si la personne le fait de manière uniquement « citoyenne », si elle ne verse pas dans le mélange des genres. Ceci dit, les expressions « inclusive » et « tous les membres de la Diaspora » nous amènent obligatoirement à définir, dans le cadre strict de la présente démarche (oui, dans ce cadre seulement), qui est donc ce « membre de la Diaspora de Madagascar » qui précisément est l'objet de tout ce discours. Exercice hasardeux certes mais que nous allons faire, et nous en assumons pleinement les conséquences ainsi que les controverses éventuelles qu'elle pourrait susciter.

Est donc pour nous, strictement dans le cadre de notre démarche, « membre de la Diaspora de Madagascar » :

- (1) Toute personne qui se dit et s'assume malagasy, quelle que soit sa provenance ou appartenance régionale, ethnique ou communautaire, et qui réside de manière permanente en dehors de Madagascar, ainsi que son conjoint et sa progéniture ;
- (2) Que cette personne parle ou non la langue malagasy et qu'elle ait ou non la nationalité malagasy ;
- (3) Sauf ceux qui, en raison de leurs fonctions, de leurs occupations ou de statuts particuliers, ne peuvent agir pleinement et/ou librement en qualité de simple citoyen.

Intégrité. « *La volonté et la capacité de rester ce qu'on est réellement* », telle serait la définition du mot « intégrité » que nous avons croisée quelque part. Que cette définition soit la bonne ou non, elle nous convient dans le cadre strict de la présente démarche. Ceci dit, le présent discours fondateur, auquel les membres du Comité souscrivent avec leurs noms y apposés, définit déjà *ce que nous sommes réellement*. Et *ce que nous sommes réellement*, nous, membres du Comité, l'avons aussi défini par rapport à « où nous voulons aller ». Par ailleurs, *ce que nous sommes réellement*, nous en avons aussi donné quelques bribes ici et là (dans la presse, avec des connaissances, etc.). Dès lors, d'abord pour rester logiques avec nous-mêmes, il nous faut de l'intégrité, c'est-à-dire « la volonté et la capacité de rester ce qu'on est réellement ». Cette exigence d'intégrité est également nécessaire pour des raisons de crédibilité. Enfin, il y a le terme « intégrité morale » qui vient aussi à l'esprit. Il va sans dire que, pour être à la hauteur des tâches qui nous attendent et des attentes qui se dessinent, les membres du Comité se doivent de préserver, et au besoin renforcer, toutes leurs qualités morales (franchise, sincérité, loyauté, sens du devoir, etc.) mais aussi d'autres qualités (désintéressement, partage, écoute, esprit d'ouverture, respect de l'autre, créativité, flexibilité, sens du renouveau/dépassement des barrières, reconnaissance envers le pays, responsabilité, redevabilité, avoir foi en ce que l'on fait ensemble avec les autres, etc.). Presque toutes ces qualités, notons-le, les membres du Comité les ont déjà affichées lors de la première réunion qu'ils ont tenue à Malakoff (France) les 29 et 30 mai 2015.

Enracinement. « Ce que nous sommes réellement » ne serait pas complet sans ce quelque chose d'indéfinissable qui fait que nous nous sentons Malagasy, qui fait que nous nous préoccupons à chaque instant de ce qui se passe à Madagascar, qui fait que nous voulons sans cesse approfondir nos connaissances sur Madagascar et les Malagasy, qui fait enfin que nous avons pris la route ensemble pour réaliser cette vision d'« une Diaspora malagasy solidaire qui, par son exemplarité et ses actes, se rend plus utile à elle-même et à son pays d'origine ». Ce quelque chose d'indéfinissable, ne serait-il pas ces « racines » que nous, chacun de nous, portons au plus profond de nous, et qui, parce que peut-être nous vivons si loin de nos terres, de notre « terreau », nous interpellent pour qu'elles puissent, elles aussi, tout comme nous, donner enfin le meilleur d'elles-mêmes, leur raison d'être et de vivre : faire émerger de beaux arbres si malagasy (qui profitent à leur tour à ceux qui les entourent) ? « *Ny hazo tsara faka, vanon-kitera-bokatsoa (ho an'ny Tany)*, aime à dire un membre du Comité [traduction quasi-littérale en français : « On reconnaît les bonnes racines à leurs arbres, on reconnaît les bon arbres à leurs bienfaits (pour le pays)]. Nous nous devons de répondre à l'appel, inaudible parfois, de nos racines, nous ressourcer parfois ou souvent auprès de ce malagasy profond, et veiller à donner, autant que possible, un ancrage culturel malagasy à nos discours et à nos actes. C'est à ce prix et à ce prix seulement que l'exemplarité recherchée dans la présente démarche peut pleinement rayonner, car elle pourrait alors avoir l'oreille non pas de certains Malagasy mais de tous les Malagasy.

Pérennité. Tout ce désintéressement, toute cette générosité, toute cette attention, tout ce travail de notre part (les membres du Comité) – hier, actuellement et demain sur plus de 10 mois (pour arriver à réunir, pour la toute première fois, des centaines de personnes éparpillées partout dans le monde entier !) –, tout le contenu du présent discours fondateur, tout cela n'a pleinement de sens que si leurs résultats survivent à nos petites personnes, à nos petites vies ... et ensuite à d'autres vies ... et à d'autres vies encore. Tout cela n'a aucun sens si tout s'arrête après la restitution des travaux des États généraux. C'est pourquoi il nous faut ériger ces États généraux en « institution ». Car seules les institutions peuvent parcourir dignement plusieurs générations. Car seules les institutions – bien ancrées dans le malagasy – nous permettent de nous adapter et de répondre plus facilement, rapidement, *collectivement* aux défis et aux contextes. Car seules de telles institutions permettent de réinventer véritablement les... traditions.

Pour et avec la jeunesse. Enfin, cette pérennité recherchée n'aurait aucun sens sans les jeunes, la jeunesse. Rechercher une telle pérennité ne devrait pas relever du simple domaine de l'ambition, d'une évocation abstraite dans laquelle nous n'avons pas pleinement conscience de ce que notre relation au temps devrait être avant notre relation à l'altérité. Il s'agit surtout de penser à « ce que nous devons aux enfants de nos enfants », de bâtir et de baliser, ici et maintenant, le terrain que vont occuper nos jeunes. Pour cela, notre démarche se doit de tracer de nouvelles pistes non seulement pour les jeunes mais avec les jeunes, en fournissant à nos jeunes les moyens de s'enrichir mutuellement et d'apporter pleinement leur pierre. Si demain est dans 20 ans, aidons aussi à former, à préparer, dans la mesure de nos moyens, ceux qui ont 15-25 ans aujourd'hui.

Devise : *Hery mitambatra no zotra filamatra* (unir ses forces comme idée-force).

Engagements

NOUS, dont les noms suivent, membres du Comité d'élaboration des « États généraux de la Diaspora de Madagascar », déclarons que :

- NOUS souscrivons aux termes de la présente charte : à son texte d'introduction et à son préambule ainsi qu'à la vision, à la mission, à l'esprit, aux aspirations, aux valeurs, aux principes, à la devise et au cadre d'action y énoncés et explicités ;
- NOUS nous engageons à les respecter, à les défendre et à les promouvoir dans et par toutes les actions que nous menons avant et pendant la tenue des « États généraux de la Diaspora de Madagascar » ainsi que dans la restitution des travaux desdits États généraux.

Les membres du Comité d'élaboration des « États généraux de la Diaspora de Madagascar » :

Jean Razafindambo (Canada)	Alain Valency Rakotondrandria (Afrique du Sud)	Andréa Li-Sai Chimento (Dubai, EAU)
Sophie Rakotoarinohatra (France)	Pascale Jeannot (France)	Vahinala Raharirinirina (France)
Jean-Claude Rabeherifara (France)	Tamara Berakoetxea Remanindry (France)	Guy Andriamihamina (France)
Roger Rabetafika (France)	Patrick Rakotomalala (France)	Philippe Rajaona (France)
Vanondahy Ravoajanahary (France)	Olivier Ralison (France)	Rado Andrianarijaona (France)
Yolène Roth-Hanitriniaina Miora (France)		

COMITÉ D'ORGANISATION DES EGDM 2016

(association établie en France pour organiser les EGDM 2016 prévus à Aix-en-Provence en France)

Bureau

PRÉSIDENT

Roger Rabetafika (Aix-en-Provence, France)
rogerrabetafika@gmail.com

SECRÉTAIRE

Patrick Rakotomalala (Malakoff, France)
prakotomalala@gmail.com

TRÉSORIER

Guy Andriamihamina (Lille, France)
gandriami@gmail.com

Contacts internationaux

AMÉRIQUES

Jean Razafindambo
1196, rue Placid, Ottawa,
Ontario K2C 3A6, CANADA
razafindambo@yahoo.ca

AFRIQUE & OCÉAN INDIEN

Alain Valency Rakotondrandria
15 Creek Crescent, Woodmead,
Johannesburg 2191, SOUTH AFRICA
alain_valency@hotmail.com

ASIE & MOYEN-ORIENT

Andréa Zafitody Li-Sai
Chimento
DUBAI (UAE)
andrealsz@live.com

EUROPE

Patrick Rakotomalala
3, rue Danton, 1er étage,
92240 Malakoff, FRANCE
prakotomalala@gmail.com